

## DES POLITIQUES RÉGIONALES POUR RENFORCER LE SERVICE PUBLIC NATIONAL D'ÉDUCATION

Les 6 et 13 décembre 2015 auront lieu les élections régionales. Nombre de nos concitoyens ne s'y intéressent pas encore, ne savent pas pour qui voter ou souhaitent s'abstenir. Pourtant, **les politiques régionales changent notre quotidien**. En matière d'éducation, les régions ont la responsabilité de la construction et de l'équipement des lycées. Elles s'occupent aussi de transport et de restauration scolaire. Depuis la réforme territoriale et la loi NOTRE, elles ont la responsabilité de toute la carte des formations professionnelles : lycées pro, apprentissage et formation continue.

Réforme territoriale, nouvelles métropoles... Avec la mise en concurrence des territoires et les politiques d'austérité qui réduisent leurs ressources, le risque est grand de voir les services publics nationaux exploser et les inégalités s'accroître. Laisserons-nous les régions devenir le cheval de Troie de la territorialisation de l'éducation et de la casse du service public national ?

Éducation, recherche, culture, loisirs feront les frais de cette politique. Suppression de festivals au motif d'inutilité, augmentation des tarifs de cantine, mise en concurrence des laboratoires de recherche, apprentissage à tout prix au détriment de l'enseignement professionnel sous statut scolaire sont déjà un avant-goût de ce qui nous attend si austérité et concurrence restent la règle.

Au contraire, nous pouvons nous emparer des pouvoirs des régions pour renforcer le service public national et construire partout l'égalité. Nous voulons faire des régions des remparts contre l'austérité et renforcer les services publics. Pour répondre à la crise économique, nous faisons le pari de la formation pour développer un emploi de qualité. Pour répondre à la crise démocratique, nous ouvrirons des espaces de débat et de décision à tous ceux qui font l'avenir de nos régions : les jeunes, les salariés, les acteurs de la vie associative et culturelle.

Il y a urgence. Il faut faire barrage à la droite et à l'extrême droite, à leurs projets de régression sociale, à leur discours de haine et de mépris. Le moyen le plus sûr de les battre, c'est de donner de la force à une gauche courageuse, décidée à rompre avec l'austérité, à affronter les diktats de la finance. C'est le sens de l'engagement des communistes dans la campagne des régionales.

**VOTONS, FAISONS VOTER POUR EUX LES 6 ET 13 DECEMBRE**

Marine Roussillon

R  
E  
N  
D  
E  
Z  
-  
V  
O  
U  
S

**6 DECEMBRE**  
premier tour  
des élections régionales

**13 DECEMBRE**  
deuxième tour  
des élections régionales

## **l'école pour tous c'est une école gratuite**

Aujourd'hui, l'école n'est gratuite que jusqu'à 16 ans... et encore, c'est compter sans les nombreuses contributions demandées aux parents.

La scolarité en lycée, et particulièrement en lycée professionnel, coûte cher : de plus en plus de lycéens sont contraints de travailler pour financer leurs études.

Pour les étudiants aussi, les obstacles financiers sont un des principaux motifs d'échec.

### **Nous proposons**

● Au niveau national, extension de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, ce qui obligerait l'État à garantir à tous les jeunes l'accès à une éducation gratuite jusqu'au bac.

● **Financement par les régions du matériel scolaire** : manuels gratuits, aides à l'équipement en lycée professionnel.

● **Tarifification sociale des cantines dans les lycées**, comme les communistes l'ont déjà obtenu en Île-de-France.

● **Gratuité des transports pour les lycéens et les étudiants**, comme les communistes l'ont obtenu en PACA avec la carte ZOU.

● **Engagement des régions dans la construction et la rénovation des logements étudiants**, opposition systématique aux augmentations des loyers du CROUS et des tickets de restauration universitaire.

## **un même accès à l'éducation et à la formation sur tout le territoire**

Tous les jeunes ont le droit de rêver leur avenir, d'avoir des ambitions et de les réaliser. Qu'ils vivent dans un quartier, une cité, un village, ils doivent pouvoir accéder à une offre de formation diversifiée et ambitieuse. C'est comme ça que nous développerons dans toutes les régions un emploi de qualité et que nous pourrons sortir de la crise.

### **Nous proposons**

● **Le développement des internats de proximité** permettant à tous les jeunes d'accéder à la formation de leur choix, même si elle est loin de chez eux.

● **La garantie par la région qu'une même formation soit reconnue par une qualification égale** dans toutes les entreprises qui dépendent de ses commandes ou de ses subventions, pour en finir avec toutes les discriminations.

● **La fin des subventions facultatives à l'enseignement privé** comme cela a été fait en Île-de-France et l'interpellation de l'État pour que des contraintes de mixité sociale soient imposées au privé.

## **démocratie**

Dans tous les domaines de l'enseignement, de la formation et de la recherche, des organismes démocratiques d'élaboration et de contrôle des choix faits doivent être mis en place et dotés de pouvoirs réels. La démocratie universitaire, notamment étudiante, et la démocratie lycéenne doivent être suscitées et valorisées.

### **Nous proposons**

● **La création d'instances démocratiques de débat sur la carte des formations**, pour que les jeunes, les formateurs, les salariés et les chefs d'entreprises puissent faire entendre leurs exigences et construire ensemble.

● **La mise en place de conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche.**

● **La consultation régulière des lycéens sur les politiques régionales qui les concernent.**



## **CALCUL MENTAL puisque'il est à l'honneur...**

Projet de budget 2015 :

- 3,65 milliards d'euros de dotations de l'État aux collectivités locales

11 milliards d'euros de baisse sur la période 2015-2017, après le gel des dotations en 2011-2013

2011 : perte de 7,5 milliards d'euros liés à la suppression de la taxe professionnelle



## remplacer partout la concurrence par la coopération

C'est dans la coopération que les connaissances s'accroissent et se développent, pas dans la concurrence !

En matière d'enseignement supérieur et de recherche, ce sont les projets qui créent des coopérations qui doivent être valorisés.

La collaboration du secteur public et du secteur industriel public ou privé doit privilégier l'avantage mutuel : il faut mettre fin à la subordination de la recherche publique aux besoins industriels.

### Nous proposons

- que les pôles de compétitivité deviennent des pôles de coopération à vocation scientifique, technologique, industrielle.



## NOS ÉLUS L'ONT GAGNÉ EN RÉGION

### quelques exemples de ce qu'on peut obtenir...

- en **Île-de-France**, création d'un budget participatif des lycéens
- en **PACA**, accès gratuit aux TER pour les jeunes de moins de 26 ans
- en **Pays de Loire**, 6 nouveaux lycées auront vu le jour à la rentrée 2011 depuis 2004
- en **Rhône-Alpes**, placement des jeunes sans-papier sous la protection des élus pour qu'ils puissent aller jusqu'au bout de leur cursus
- en **Île-de-France**, tarification sociale des cantines lycéennes

### ...ou pas

### en cas de succès des listes de droite et d'extrême-droite

Il ne faut pas se leurrer : la droite rêve de revanches régionales et de détricoter les acquis sociaux des régions dirigées par la gauche durant la précédente mandature.

Christian Estrosi a déjà annoncé qu'en cas de victoire en PACA, la carte ZOU serait remise en cause.

Dans sa vitrine du Pas-de-Calais, Le Front national montre bien, dans son programme, son accord profond avec les politiques austéritaires. Le maître-mot du programme, ce sont les économies à réaliser, l'action des élus consistant à choisir à qui on coupe vivres et subventions. Et pour la jeunesse, les deux mesures phares de Marine Le Pen sont la vidéo-surveillance dans les lycées et une carte d'identité scolaire de lycéen non falsifiable... Les jeunes, une menace ?

## l'émancipation comme objectif

Nous ne voulons pas d'une formation-formage, répondant aux besoins à court terme du patronat sans se soucier des ambitions et des rêves de chacun, des besoins de la société et des défis de l'avenir.

La formation, qu'elle soit initiale, professionnelle ou continue, doit répondre aux grands défis économiques, écologiques, démocratiques de l'avenir, pour former les citoyens et les salariés dont l'avenir à besoin. Elle doit aussi permettre l'épanouissement de tous.

Cela demande de rendre chaque jeune pleinement acteur de sa formation.

### Nous proposons

- Le développement de politiques culturelles à destination des lycéens en lien avec les politiques de soutien à la création, avec des tarifications spécifiques et des référents *Culture* dans les lycées ;
- L'aide à la pratique sportive avec la création d'équipement et l'aide au financement des licences sportives pour les jeunes ;
- La priorité donnée dans les politiques de lutte contre le décrochage aux dispositifs de retour à l'école, pour permettre à chaque jeune d'atteindre un haut niveau de formation et de qualification ;
- La défense et le renforcement du service public national de l'orientation, avec ses conseillers présents dans les établissements et ses CIO.
- La construction d'un service public régional de l'orientation et de la formation continue dans une perspective de formation ambitieuse et de développement d'un emploi de qualité.

### tout cela nécessite des efforts d'investissement

Bâtiments universitaires, lycées, matériel informatique bibliothèques, logements sociaux, équipements culturels...

Ces investissements sont indispensables. Vouloir les réduire, c'est sacrifier l'avenir !

## RÉFORME DU COLLÈGE

## pas de chacun pour soi, du mieux pour tous

Face au rejet massif de sa réforme, le gouvernement veut passer en force. Mais ni dictées quotidiennes, ni cérémonies de diplômes à l'américaine n'en feront une étape de progrès. Et au-delà de ce folklore démagogique, les dernières mesures annoncées aggravent encore le dispositif.

Pour calmer les esprits, la ministre laisse entendre qu'au total, chacun pourra faire comme il voudra, en matière d'évaluation comme d'options... du moment bien sûr qu'on ne touche pas au noyau dur de la réforme : des moyens horaires constants, austérité oblige, et la logique du socle commun, Europe exige. Ce faisant, les différences entre collèges se creuseront encore un peu plus, amplifiées par leur autonomie accrue. Or, c'est plus de commun qu'il faut pour éviter les stratégies de mise en concurrence, les choix prématurés imposés aux collégiens, les décrochages provoqués par des parcours scolaires si individualisés qu'ils renvoient à chacun la responsabilité de son échec ou de sa réussite, dédouanant le système scolaire.

Plutôt que d'écouter les sirènes passésistes de la blouse grise, la ministre devrait tendre l'oreille aux propositions d'ambition et de progrès des communistes pour le collège :

- prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans pour que le collège soit une étape de construction sereine et collective des apprentissages, délivrée du poids du tri scolaire
- mettre fin à la compétition entre établissements et élèves, et respecter sur tout le territoire le principe d'égalité, en unifiant programmes et horaires, en redistribuant les moyens supplémentaires nécessaires pour atteindre les buts communs.
- permettre une vraie révolution pédagogique, en donnant aux enseignants le temps et la maîtrise de leur formation et de leur métier, afin de pouvoir régler leurs cours sur l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. Pour que l'ambition des nouveaux programmes profite vraiment à tous, on ne peut faire des économies sur la formation.

revue **Carnets rouges**  
abonnez-vous

Le réseau école fête la première année d'existence de sa revue, *Carnets rouges*.

Chaque trimestre, des militants politiques ou associatifs, des syndicalistes, des chercheurs apportent leurs analyses et leurs propositions sur des questions vives pour que l'éducation prenne toute sa place au cœur des débats de société.

Dans l'échange et la contradiction, il s'agit de construire ensemble le projet d'une transformation progressiste de l'école, pour mettre l'éducation au service de l'émancipation individuelle et collective. Chaque trimestre : un

dossier thématique, l'interview d'un acteur de la vie politique, des propositions de lectures.

La Fête de l'Humanité a été l'occasion d'un riche débat autour du numéro 4 sur la laïcité, que vous pouvez retrouver en ligne sur le site du réseau : [reseau-ecole.pcf.fr](http://reseau-ecole.pcf.fr).

**Au programme du prochain numéro : *Tous capables !... de quoi ?* avec des contributions de Lucien Sève, Elisabeth Bautier, Bertrand Geay, Jean-Paul Delahaye, Jacques Bernardin, Danièle Linhardt... et une interview des ex-Fralib !**

*Carnets rouges* peut désormais se commander en version papier. Il est demandé une somme de 5€ par numéro pour couvrir les frais de tirage et d'expédition.

contact  
[reseau.ecole.pcf.75@gmail.com](mailto:reseau.ecole.pcf.75@gmail.com)

BULLETIN DE SOUSCRIPTION À **CARNETS ROUGES**

## 1. Commande à l'unité : préciser le numéro et le nombre d'exemplaires souhaité

n°	=	€	n°	=	€	n°	=	€	n°	=	€
n°	=	€	n°	=	€	n°	=	€	n°	=	€

## 2. Souscription annuelle de 20€ pour recevoir 1 exemplaire de 4 numéros consécutifs

Préciser à partir de quel numéro vous souhaitez démarrer la souscription annuelle et le nombre de souscriptions souhaité.

souscription(s) annuelle(s) à partir du n° = €

Nom, prénom : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

Adresse mail : \_\_\_\_\_

Éventuellement organisation ou Fédé : \_\_\_\_\_

à retourner accompagné d'un chèque à l'ordre du PCF à l'adresse suivante :

**Carnets rouges - Secteur éducation**  
**Parti communiste français - 2 place du Colonel-Fabien 75019 PARIS**  
bien préciser ces différentes mentions sur l'enveloppe